

POUR UN VÉRITABLE CHANGEMENT, IL FAUT ALLER AU FOND DES CHOSES

par JACQUELINE DE BRUYCKER

► **« La rencontre du G20, qui s'est tenue en avril 2009 à Londres, s'est soldée par un bilan des plus décevants, alors qu'elle avait pour but d'enrayer la crise financière internationale et d'éviter qu'il y en ait d'autres à l'avenir. Le marché est toujours roi, les pays les plus importants de la planète ne sont pas prêts à s'attaquer aux racines du problème en réglementant la sphère financière. »**



Ce constat, c'est celui que Bernard Élie, économiste et professeur associé au département des sciences économiques de l'UQAM, a livré lors du congrès.

« Le G20 a dénoncé les aspects les plus visibles, les plus crapuleux et infects du système financier, comme les paradis fiscaux, les fonds spéculatifs, la scandaleuse rémunération des cadres, mais rien ne touche vraiment les pratiques des établissements financiers à la source des dérives de ce petit monde », fait-il remarquer tout en exprimant son scepticisme vis-à-vis le nouveau Conseil de stabilité financière puisque, dépourvu de tout pouvoir contraignant, son rôle se limitera à surveiller les risques macroéconomiques et financiers et à conseiller le Fonds monétaire international.

Au niveau national, les gouvernements ont, depuis un an, élaboré différentes stratégies avec en tête l'objectif de relancer le crédit et de sauver les banques. Baisse des taux d'intérêt, injection de liquidités, recapitalisation de certains établissements financiers et prêts à d'autres. « Un seul mot d'ordre : repartir la machine. Mais fallait-il vraiment le faire comme avant? », se questionne Bernard Élie.

Au cours des huit derniers mois, les gouvernements ont accompagné ces mesures de plans budgétaires de relance. « Mais, insiste-t-il, ils ont opté pour des mesures ponctuelles, non récurrentes. Au Québec, on va construire des routes, des ponts, des viaducs, mais une fois les travaux terminés, ça sera fini. Ils ont choisi aussi de baisser les impôts, à terme, ça va se traduire par des coupures de programmes, de services au nom du déficit zéro. »

Bernard Élie penche, quant à lui, pour d'autres mesures de sorties de crise. Ainsi, dans la sphère financière, il faudrait, entre autres, rétablir le principe fondamental de la responsabilité des acteurs ; l'établissement financier initiateur d'un crédit devrait en être responsable jusqu'à son remboursement

Suite à la page 10

SUITE...

comme c'était le cas il y a 20-25 ans. Il faudrait recloisonner le secteur financier pour limiter les conflits d'intérêt, établir une véritable gouvernance mondiale de la finance avec des organismes plus contraignants.

Dans la sphère production, il faudrait réduire les inégalités de revenus, financer la formation technique et postsecondaire, soutenir la recherche fondamentale et appliquée, investir dans les transports écologiques.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ?

« En 2007, avant que n'éclate la crise actuelle, le monde est bien installé dans le néolibéralisme, tout est déréglementé, la théorie du laisser faire domine, les tenants du tout au marché triomphent », explique Bernard Élie.

On faisait face à une surconsommation et un surendettement des consommateurs. Les chiffres sont éloquentes : de 1980 à 2005, la consommation a été multipliée par 3,4 au Canada et 4,3 aux États-Unis, alors que le revenu disponible n'a été multiplié que par 2,9 au Canada et 3,9 aux États-Unis.

LE G20 A DÉNONCÉ LES ASPECTS LES PLUS VISIBLES, LES PLUS GRAPULEUX ET INFECTS DU SYSTÈME FINANCIER, COMME LES PARADIS FISCAUX, LES FONDS SPÉCULATIFS, LA SCANDALEUSE RÉMUNÉRATION DES CÂDRES...



serre, et sans le crédit, la chaîne de production est rompue. Le capitalisme sans crédit n'a plus de lubrifiant et arrête de produire ce qui provoque en cascade une chute de la consommation, une baisse des investissements des entreprises et la perte de milliers d'emplois, l'économie réelle est frappée de plein fouet. C'est la récession. »

Et maintenant comment en sortir? Bernard Élie est formel : il faut un changement radical ce qui exige d'aller au fond des choses et de s'attaquer aux trois grands défis de l'avenir. Un défi économique, remettre la sphère financière au service de la sphère de production; un défi politique, redéfinir les rapports mondiaux, la carte du monde a changé depuis la Deuxième guerre mondiale et un défi écologique, revoir notre modèle de croissance si nous voulons préserver notre planète. ●

On assistait également à un surinvestissement spéculatif que ce soit sur les produits de base ou les hypothèques, la sphère de production est assujettie à la sphère financière.

« En 2008-2009, poursuit-il, la bulle immobilière se dégonfle, la crise financière éclate, les liquidités se font rares, le crédit se res-

